Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1469>

Crédit Agricole de Guadeloupe : La Direction s'en prend une nouvelle fois au d'IA@gu@ syndical de l'UGTG, Elie

Varieux !

Date de parution : 29 novembre 1999

- Actualit@ -

Date de mise en ligne : jeudi 16 juin 2011

Mis à jour le : vendredi 17 juin 2011

UGTG.org

Le syndicalisme est inscrit au plus haut niveau des lois de la France.

Vu le rôle important qu'il doit jouer dans la société, il figure dans la Constitution Française.

Le Code du Travail vient préciser très clairement les moyens qui sont donnés aux syndicalistes pour assurer leurs missions de défenseurs des Travailleurs :

[-] la Délégation du Personnel a pour mission de présenter les revendications individuelles et collectives

[-] le Comité d'Entreprise a la charge des dossiers économiques, sociaux et formation

[-] le C.H.S.C.T. veille à la santé, à l'hygiène, à la Sécurité et aux Conditions de travail du Personnel

[-] les Négociations Annuelles Obligatoires régulent les revalorisations de salaires, des promotions, l'évolution de la grille de salaires, du pouvoir d'achat.

Nous reconnaissons que chaque organisation syndicale, que ce soit en France ou en Guadeloupe, a sa propre méthode que nous respectons.

Il y a celles qui cherchent sans bruit la compromission, d'autres qui accompagnent le système, certaines aident l'employeur dans sa sale besogne.

L'UGTG est un syndicat à vocation de contestation, défendant la classe sociale ; notre méthode longtemps méprisée est aujourd'hui utilisée par tous (parents d'élèves, avocats, pompiers, policiers, agents des tribunaux) parce qu'elle a fait ses preuves.

Pour rappel au CAM : BRUNEAU (DGA) sautant la barrière du siège ; BOUTONNET (DGA) mis pratiquement dans un avion.

Il est incontestable que les plus grandes avancées sociales en Guadeloupe ont été obtenues grâce à la méthode UGTG.

Dans la charte de l'UGTG, rédigée en 1974, il est écrit que si les revendications des Travailleurs sont justes, légales ou légitimes, les Délégués UGTG sont autorisés à utiliser tous les moyens légaux, mais aussi des moyens adaptés à l'opposition que nous fait le patron de respecter la loi, à négocier, à satisfaire nos justes revendications.

QUELLES SONT NOS REVENDICATIONS AU CRÉDIT AGRICOLE ?

Nous nous opposons à :

[-] la rÃ©organisation en son Ã©tat

[-] la diminution des effectifs

[-] lâEuros"expatriation de nos mÃ©tiers les plus nobles Ã QUIMPER

Et nous exigeons :

[-] le strict respect des articles de la Convention Collective en matiÃ¨re de revalorisation des carriÃ¨res

[-] la fin des remplacements-dÃ©pannages par nos enfants Ã©tudiants ou chÃªmeurs pendant les vacances.

SUR LA RÃ©ORGANISATION

Depuis la crise monÃ©taire qui a secouÃ© le Monde entier de la Finance, la Banque Mondiale a versÃ© aux banques de trÃ¢s importantes subventions publiques, en contrepartie, elle leur a imposÃ© de mettre en application des rÃ©formes scÃ©lÃ©rates antisociales.

Le CrÃ©dit Agricole Mutuel de la Guadeloupe est touchÃ© par les rÃ©pliques de ce sÃ©isme provoquÃ©. De toute leur histoire, ni le FMI, ni la Banque Mondiale, ni lâEuros"Union EuropÃ©enne nâEuros"ont pris des mesures Ã lâEuros"avantage des Travailleurs.

Leur derniÃ¨re trouvaille est de faire inscrire dans la Constitution de tous les pays europÃ©ens une loi qui rendrait inconstitutionnelles, donc illÃ©gales, toutes les revendications syndicales dont le coÃ©t ne respecterait pas leurs prÃ©visions budgÃ©taires.

Agents du CrÃ©dit Agricole de Guadeloupe, allons-nous accepter les bras croisÃ©s ou levÃ©s vers le ciel, sans la moindre rÃ©action, que la Guadeloupe perde des emplois, alors que nous avons atteint le triste record de 40% de chÃªmeurs, contre 9,9% en France ?

Allons-nous fermer les yeux, complices que lâEuros"activitÃ© agricole Guadeloupe, dÃ©jÃ mise Ã mal par les producteurs Ã©trangers, disparaisse faute d'accompagnement financier, alors que des milliers dâEuros"euros partent en fumÃ©e par la mauvaise gestion de nos dirigeants ? De plus, ils passent 4 millions en perte au grand bonheur de : Ã« on ne sait qui Ã » ?

LâEuros"UGTG ka di awa !!!

Depuis toujours, câEuros"est la prioritÃ© des prioritÃ©s de tous les Ã©lus UGTG, au sein des instances reprÃ©sentant le personnel, vous nous avez mandatÃ©s pour dÃ©fendre vos intÃ©rÃ©ts.

Depuis toujours, nous suivons les procÃ©dures et respectons le droit. Nous inscrivons nos questions Ã lâEuros"ordre du jour, nous argumentons, faisons la dÃ©monstration de nos analyses.

Depuis un an, nous ne sommes pas Ã©coutÃ©s, nous n'avons pas de rÃ©ponse, comme le prÃ©voit la loi ; pire, les procÃ©s-verbaux du ComitÃ© d'Entreprise qui ont une valeur juridique nous permettant de faire valoir nos droits, n'Ã©taient pas prÃ©sentÃ©s.

Depuis un an, nous sommes les seuls Ã **wouklÃ©**, Ã frapper du poing sur la table pour que le droit soit respectÃ©. La seule rÃ©ponse de la direction a Ã©tÃ© de payer depuis 3 mois un huissier, Ã raison de 900 â€ par mission, pour guetter un Ã©ventuel Ã©cart de nos dÃ©lÃ©guÃ©s. **Ã0 yo pÃ©d fil a yo...**

DÃ©sespÃ©rÃ©e que nous ne commettions pas la moindre faute, la direction gÃ©nÃ©rale sort de son chapeau un fait qui remonte au 21 mars 2011, aprÃ©s plus de deux mois, aprÃ©s 70 jours de silence, le 1er juin 2011, une nouvelle fois, notre DÃ©lÃ©guÃ© Elie VARIEUX est convoquÃ© Ã un entretien prÃ©alable au licenciement.

Il lui est reprochÃ© principalement d'avoir *Ã« agressÃ© les deux plus gros clients de la BanqueÃ»*, d'avoir eu un comportement *Ã« menaÃ§antÃ»* au ComitÃ© d'Entreprise du 23 mars 2011 et en rÃ©union DP d'avril 2011.

Pourquoi avoir laissÃ© Elie VARIEUX continuer Ã rÃ©der 7 semaines supplÃ©mentaires dans l'entreprise s'il est rÃ©ellement aussi dangereux, alors que la Banque a un avantage Ã charge : les bandes des camÃ©ras de surveillance qui sont infalsifiables donc une preuve irrefragable devant un tribunal correctionnel ?

Convaincue du bon droit de notre Camarade Elie VARIEUX, assurÃ©e de la lÃ©galitÃ© de nos revendications, la Centrale Syndicale UGTG a dÃ©pÃ©chÃ© une dÃ©lÃ©gation de 5 de ses dirigeants pour suivre de trÃ©s prÃ©s cette nouvelle rÃ©pression anti-syndicale contre nos camarades et mener la lutte jusqu'Ã totale satisfaction de nos revendications.

Pointe Ã Pitre le 14 juin 2011